Montreuil, le 10 novembre 2026

À M. Jean-Pierre Farandou
Ministre du Travail et des Solidarités ;

À M. David Amiel,
Ministre de l'Action et des Comptes publics

N/Réf. : NP/SV/MG
N°105_20261110

La Fédération CGT des Services publics dépose un préavis de grève pour la journée du 17 novembre 2026

Objet : Préavis de grève pour la journée du 17 novembre 2026 de 0 h à 24 h couvrant l'ensemble des agent·es de la fonction publique territoriale et les salarié·es relevant de la partie privée de notre champ fédéral (entreprises de l'eau et de l'assainissement, de la thanatologie, du secteur privé du logement social), ainsi que les agent·es et salarié·es dont les horaires incluent la nuit précédant et suivant cette journée (du 16 au 17 novembre et du 17 au 18 novembre 2026).

Messieurs les ministres,

Depuis près de deux mois, la colère gronde dans notre pays. Des lycéen·nes aux étudiant·es en passant par les travailleuses·eurs et les retraité·es, le constat est sans appel : l'urgence sociale doit être décrétée.

Les projets budgétaires de l'État, PLF et PLFSS, travaillés et accompagnés de la main du patronat par le gouvernement Macron/Lecornu, sont un affront aux revendications légitimes qui ne cessent de s'exprimer aussi bien dans la rue, devant les lycées et les facultés que dans tous nos services publics. Pire, la répression et l'entrave utilisées par le gouvernement pour discréditer les mobilisations et jouer leur pourrissement sont des stratégies dangereuses et irresponsables.

En effet, les événements de violence et de répression survenus dans les mobilisations lycéennes et étudiantes comme dans les cortèges syndicaux et citoyens sont inacceptables. Ils fragilisent directement notre démocratie et nos libertés et sont un terreau fertile pour les porteuses·eurs de haine et de divisions à qui vous faites la courte échelle en raison de votre jusqu'au-boutisme.

La Fédération CGT des Services publics réaffirme que c'est par l'organisation des travailleuses·eurs et par la convergence des colères et des revendications que les actions déterminantes d'un rapport de force se construisent et se mènent sans violence.

La violence est avant tout sociale. C'est celle que des milliers de travailleuses·eurs, jeunes et retraité·es vivent au quotidien, en tentant de survivre face à un coût de la vie toujours plus élevé, à des salaires et traitements gelés, face à l'inaction des pouvoirs publics, face aux désastres environnementaux et aux changements climatiques. Par vos décisions et orientations politiques, nos services publics sont fragilisés, dégradés, à bout de souffle. La santé et la sécurité des agent·es public·ques et salarié·es sont menacées. Le manque de reconnaissance, le gel du point d'indice et des salaires, le manque de moyens, la précarité sont autant de raisons à l'origine de la colère portée par les agent·es et les salarié·es.

case 547 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex
tél. (33) 01 55 82 88 20 - fax. (33) 01 48 51 98 20
site : www.cgtservicespublics.fr - email : fdsp@fdsp.cgt.fr

L'annonce de l'augmentation du SMIC n'est qu'un leurre qui ne cherche qu'à calmer les esprits. Les salarié·es ne sont pas dupes. La colère est encore plus grande dans la fonction publique, grande oubliée des mesures salariales.

Pire, la Cour des comptes vient de préconiser au gouvernement de geler les promotions et avancements de grade, afin de faire des économies. Après le gel du point d'indice depuis de trop nombreuses années, ce sont désormais les déroulements de carrière qui sont attaqués.

Votre projet de budget n'a pas obtenu une seule voix à l'Assemblée nationale. Le financement de la fonction publique pour répondre aux attentes des lycéen·nes, des étudiant·es, des agent·es public·ques et salarié·es ainsi que des retraité·es, est possible et nécessaire. Bien que vous refusiez de vous y attaquer, la taxation des plus grandes fortunes, des produits financiers, la conditionnalité des aides publiques aux entreprises, l'arrêt des exonérations fiscales accordées au patronat sont autant de mesures qui permettraient, dès à présent, de financer l'ensemble de nos services publics et qui garantiraient ainsi notre modèle de protection sociale.

C'est pourquoi, face à votre irresponsabilité et à votre entêtement, la Fédération CGT des Services publics dépose pour l'ensemble des personnels ce préavis de grève pour la journée de grève et de manifestation du 17 novembre 2026 de 0 h à 24 h, afin de permettre à l'ensemble des personnels de porter les revendications suivantes :

- Un plan d'investissement et de financement de la fonction publique en lieu et place du projet de baisse des budgets des collectivités de 5,6 milliards d'euros ;
- Le dégel et l'augmentation du point d'indice à 6,50 € immédiatement, l'effectivité de l'égalité salariale et la revalorisation des filières à prédominance féminine ;
- Un plan de recrutement et de titularisation permettant de répondre aux enjeux de lutte contre la précarité et la surcharge de travail, ainsi que de répondre aux besoins de la population ;
- L'abrogation immédiate de la loi de transformation de la fonction publique ;
- L'arrêt immédiat de toute répression et de tous les actes de violence, le respect des droits et libertés fondamentaux, notamment du droit de grève et du droit de manifester ;
- L'ouverture de négociations sur les revendications de la jeunesse lycéenne et étudiante avec des budgets dédiés (suppression de Parcoursup, embauches de personnel, plan d'investissement bâtimentaire…).

Nous appelons l'ensemble des agent·es public·ques et salarié·es à continuer d'exprimer leurs revendications légitimes par toutes les formes d'action nécessaires et à participer aux actions et aux mobilisations qui seront organisées lors de la journée du 17 novembre 2026.

Recevez, Messieurs les ministres, nos sincères salutations.

Pour la Fédération CGT des Services publics,
Natacha POMMET



Secrétaire générale

case 547 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex
tél. (33) 01 55 82 88 20 - fax. (33) 01 48 51 98 20
site : www.cgtservicespublics.fr - email : fdsp@fdsp.cgt.fr